

Augmenter les salaires, baisser les prix !



"Tout augmente, sauf les salaires !" Jamais cette expression n'a été aussi vraie. Même Laurence PARISOT, présidente du MEDEF, n'oserait pas la contredire. Les fruits, les légumes, les produits de première nécessité, l'électricité, le gaz flambent tandis que le grand patronat et les actionnaires, à l'image des 10 milliards d'euros de bénéfices de TOTAL, confisquent les richesses. Ils vont même jusqu'à pronostiquer le litre d'essence à 2 euros ! Le comble de l'indécence pour un nombre croissant de Français qui finissent le mois dans le rouge, même en se privant de tout !

Qui profite de la politique européenne et mondiale ? Qui bénéficie des fonds du FMI ? Sûrement pas les retraités qui ne toucheront que 2% d'augmentation. Encore moins les fonctionnaires dont le montant du point d'indice sera gelé en 2011 et 2012.

Nicolas Sarkozy, meneur d'une droite au pouvoir depuis 11 ans, ne trompe plus personne avec ses promesses de hausse de pouvoir d'achat. Dernière trouvaille, la prime dite "de 1000 euros". Quand on gratte un peu, on distingue mieux où est l'arnaque. Pour une bonne part défiscalisée, "exonérée de charges" comme disent les PDG, c'est de l'argent en plus pour quelques salariés triés sur le volet, mais c'est surtout des fonds en moins pour la sécurité sociale et les caisses de retraite.

La baisse du pouvoir d'achat, parce qu'elle favorisait la finance, est une des causes de la crise. C'est donc l'inverse qu'il faut faire pour en sortir.

Pour 2010, le total des cadeaux faits aux entreprises et des profits du CAC40, c'est 140 milliards ! Reprendre la main sur cette somme, cela permettrait d'augmenter en moyenne les petits et moyens salaires de 150 euros mensuels, et d'arriver à 1600 euros bruts pour le SMIC. **Augmenter les salaires sur la finance, voilà un enjeu fort de 2012, ce à quoi la gauche doit s'engager et ce qu'elle devra faire.**



Seine-Maritime

Extraits de **l'intervention de Sébastien Jumel,** **VICE-PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL, LORS DE LA SEANCE DU 31 MARS 2011**

« On connaît le paysage politique issu des urnes à l'issue du scrutin des élections cantonales. Une droite très en difficulté mais pas laminée, une poussée significative du FN en pourcentage, une gauche confortée dans ses positions, un PCF qui maintient ses positions et même les consolide.

L'abstention massive des électeurs traduit la profondeur de leur désarroi. Quelques mois après un puissant mouvement social porteur de grandes propositions sociales et politiques, soutenu par 70 % de nos concitoyens, (les retraites) un message d'une grande force vient d'être envoyé qu'il faut absolument entendre. Lorsque la grande majorité du corps électoral appelé à se prononcer ne va pas voter, cela prend une signification politique au regard de laquelle les pourcentages obtenus par les différents partis doivent être relativisés.

Plongé dans une crise économique et sociale sans précédent, notre pays connaît une crise politique majeure porteuse de danger.

Des questions majeures sont posées par cette crise. La France, le peuple d'Europe, les Seinomarins souffrent des choix politiques soumis aux exigences des marchés financiers et des puissants qui en tirent profit. Le chômage, la pauvreté, l'insécurité sociale, l'explosion des inégalités, la crise écologique appellent des réponses concrètes et immédiates à tous les échelons que nos concitoyens ne trouvent pas dans l'offre politique actuelle.

Cela renforce notre détermination à faire du Département un rempart contre le démantèlement des services publics. Chaque recul aggrave les inégalités entre nos concitoyens, chaque recul impacte l'activité économique de nos territoires.

Après ce rendez-vous électoral, nos concitoyens, le peuple de Gauche, ont besoin de retrouver confiance dans la politique.

Sans attendre 2012, nous devons nous mettre en mouvement au service de la construction de ce véritable changement, d'une alternative véritablement de gauche, d'être aux côtés du peuple qui souffre, du peuple qui manque, du peuple qui doute, du peuple qui lutte.

C'est dans cet état d'esprit, que les communistes participeront à l'exécutif départemental contre vents et marées, porteurs du rassemblement pour une gauche combative. »

Le PCF, 2^{ème} force de gauche en Seine-Maritime

A l'occasion des élections cantonales, les électeurs ont conforté la gauche en Seine-Maritime, notamment les communistes qui avec 12,3% représentent la seconde force.

Didier MARIE, président du Département, a décidé de supprimer une délégation au groupe communiste (délégation à l'égalité des droits) portée jusqu'alors par Nathalie NAIL qui a effectué un travail reconnu (vacances pour tous...). Nathalie NAIL sera, aux côtés de Daniel PAUL, encore plus disponible pour Le Havre, ses habitants, pour porter les valeurs d'une gauche combative.

Les dirigeants européens sont nombreux à être séduits par les saignées libérales et imposent des sacrifices salariaux et sociaux à leur peuple. Ces politiques d'austérité, inspirées et imposées des bureaux de Washington du FMI, ne doivent pas franchir les portes du département.

C'est pourquoi les conseillers généraux communistes sont déterminés à peser dans la majorité pour que le département soit un rempart à ces politiques.

Les Conseillers Généraux Communistes en Seine-Maritime

Lors des élections cantonales de mars dernier en Seine-Maritime, les candidats soutenus par le Parti Communiste Français, composante du Front de Gauche, ont recueillis 12,2% des voix, en progression de 1%. Nous remercions les électeurs qui nous font confiance pour porter la voix de la gauche combative.

Dieppe		Le Havre			Gonfreville l'Orcher, Harfleur, Gainneville		S'-Etienne du Rouvray, Oissel, Sotteville-lès-Rouen	
								
Sébastien JUMEL Vice-Président à l'Education	Jean-Louis JEGADEN Président du Groupe Communiste	Mireille GARCIA Déléguée à la Santé	Nathalie NAIL	Michel BARRIER Vice-Président Infrastructures / Routes	François GUEGAN Délégué à la coopération internationale	Hubert WULFRANC	Claude COLLIN Délégué à l'évaluation des politiques publiques	

La politique que nous portons au Conseil Général :

Nous considérons plus que jamais qu'il faut rejeter la réforme des collectivités. Cela nécessite de mener une action politique déterminée au service des gens, pas une réduction des services publics.

Nous menons un combat pour obtenir les moyens que l'Etat nous doit.

Face au bouclier fiscal présidentiel, nous proposons la mise en place d'un bouclier social autour de quatre priorités : emploi, logement, éducation et santé.

Un bouclier social en Seine-Maritime

Emploi :



La force et la richesse de notre département viennent du fait qu'il s'est construit autour de la défense et de la structuration de ses filières industrielles (automobile, énergie, pétrochimie, agriculture, agro-alimentaire, filière verrière, papetière, aéronautique, filière portuaire et la pêche).

Souvent, en matière économique, le Département est appelé à accompagner financièrement des projets. Plus que jamais, il faut conditionner ces aides à l'exigence de transparence, au contrôle démocratique par les salariés eux-mêmes et surtout à l'impact qu'elles ont sur l'économie réelle et sur l'emploi.

Education :



Le CDEN public et combatif du 09 Mars dernier devant les grilles de la Préfecture à Rouen va dans le bon sens. Des élus en résistance, voilà ce qu'attendent les gens. Il faudra amplifier cette mobilisation dans les prochains jours puisque suite aux instances locales de concertation, nous faisons face à une saignée sans précédent avec plus de 110 classes menacées.

Notre objectif : empêcher toutes les suppressions de classes et de postes!

Logement :



Le Département doit s'opposer à la loi Boutin et à la fin du logement social, au travers notamment de son office départementale.

Le Fond de Solidarité Logement a déjà fait l'objet d'un dégraissage en volume financier et en mode d'attribution. Ceci n'est pas acceptable au regard du poids que représentent les charges de logement et d'énergie qui explosent dans le budget des ménages. Là aussi le bouclier social doit permettre de revoir la copie.

Santé :



En matière de santé, notre département est touché par la casse du système de santé acté dans la loi Bachelot : fusions d'hôpitaux, réductions d'effectifs, déserts médicaux. Se soigner coûte de plus en plus cher à l'usager. La responsabilité incombe à l'Etat, à la droite et à sa politique. Une part de la réponse est dans la mise en place par la majorité départementale d'une politique ambitieuse : développement des Centres Médico-Sociaux et création de Maisons de santé

pluridisciplinaires, mais également soutien aux salariés touchés par la Révision Générale des Politiques Publiques imposée par l'Etat.

Perte d'autonomie : les assurances privées se frottent les mains !



La droite prétend entamer le débat sur la perte d'autonomie des personnes âgées, mais en réalité comme pour les retraites, qui va en sortir gagnant ? Les amis du Président qui gèrent les compagnies privées d'assurances !

Au contraire, la perte d'autonomie doit relever de la solidarité nationale et être associée à la sécurité sociale. Les structures d'accueil et d'hébergement doivent être construites sous maîtrise publique.

Pour l'aide à domicile, un service public doit être créé, pour garantir ce service à chacun, quel que soit le lieu où il vit et le niveau de ses ressources. C'est indispensable pour toutes les personnes en perte d'autonomie et pour leurs familles.

Enfin, les financements sont plutôt à chercher du côté des revenus financiers des entreprises qui doivent cotiser au même taux que les salaires... Et pas dans les poches plates des salariés dont les revenus n'augmentent pas !

Le pacte pour l'euro, un pacte contre les peuples

Aux quatre coins de l'Europe (Grèce, Portugal, Irlande, Roumanie, etc), les peuples paient la facture du sauvetage des banques par les Etats et se voient imposer des plans d'austérité en guise de réduction de la dette. La croissance est enterrée et la crise s'aggrave.

Pour aller plus loin dans cette voie, les Députés européens, aiguillés par SARKOZY et MERKEL, ont adopté un « pacte pour l'euro ». Les mots ont du sens : il s'agit bien d'un pacte pour l'argent dicté par les marchés financiers. Il grave dans le marbre le blocage des salaires et du pouvoir d'achat, le placement des politiques nationales sous la tutelle de la Commission européenne, la hausse de la TVA, les reculs sociaux dans tous les secteurs...



Réorienter la construction européenne ? Un salaire minimum européen pour mettre fin à la concurrence et favoriser les coopérations entre pays ? C'est urgent et c'est ce que demandent les syndicats européens, soutenus par des centaines de milliers de citoyens. 50.000 personnes ont encore manifesté dans les rues de Budapest au mois d'Avril.

Une école pour émanciper ou aggraver les inégalités ?



En supprimant 16000 postes dans l'éducation nationale (plus de 110 classes concernées dans notre département !), la droite met en place un sinistre projet de société. Les économies budgétaires ne sont qu'un prétexte et dissimulent une volonté d'affaiblir l'école publique.

L'école publique représentait un moyen pour tous les élèves d'accéder à une éducation et à un apprentissage quelques soient leurs conditions sociales. Aujourd'hui, elle accentue les inégalités, l'illettrisme progresse et le décrochage scolaire est de plus en plus précoce.

Une école à plusieurs vitesses, voilà l'école à la sauce libérale. La plupart des enfants resteront sur la touche, certains parents se sacrifieront pour payer des cours privés quand les autres iront dans des écoles privées. Combiné à la fin de la carte scolaire, cela va créer des établissements de seconde zone avec des cours et des options à minima.

La communauté éducative a imposé une nouvelle rencontre à l'Inspecteur Académique en juin pour faire à nouveau le point sur les fermetures et demander un collectif budgétaire. D'ici-là, mobilisons-nous pour exiger une « rallonge budgétaire » afin qu'aucun élève ne subisse de fermetures de classes.

Energie : L'urgence de la maîtrise publique

Electricité, gaz, carburant, la hausse des tarifs de l'énergie prend une part inquiétante dans le budget des Français. EDF et GDF-Suez dans leur logique de profits privés augmentent d'encore 5% le gaz pour les particuliers, et de 30% l'électricité sur cinq ans. Pour le carburant, c'est plus de 40% d'augmentation en un an.

Même cause, autres effets. A Fukushima, l'entreprise privée TEPCO, gestionnaire du site nucléaire a renoncé aux dépenses de maintenance nécessaire à la sécurisation, au nom des profits, malgré les alertes au tsunami lancées.

Aujourd'hui le peuple japonais en subit les conséquences de façon dramatique.

L'énergie est un enjeu de développement humain extrêmement fort. C'est pourquoi, comme bien essentiel, elle doit expressément sortir de la sphère des profits et être placée sous responsabilité et sous contrôle public et citoyen, dans notre pays, comme à l'échelle mondiale.

